COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 23 OCTOBRE 1982 — N° 180 — PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

MORT DE MENDES-FRANCE.

La mort de Mendès-France a été l'occasion de revenir sur ce que fut la politique coloniale de l'impérialisme français au lendemain de la guerre mondiale.

Si beaucoup de gens y compris parmi d'anciennes colonies françaises ont rendu hommage à Mendès-France c'est en lui l'homme qui voulait une décolonisation peu douleureuse qu'ils saluaient. Mendès France était en effet partisan — au nom des intérêts de l'impérialisme français — d'une forme de décoloniation ouverte franche et par la négociation. Il savait qu'après l'Indochine, aucune colonie ne tiendrait et qu'il faudrait «partir» de gré ou de force de ces territoires colonisés en divers points de la planète.

Mais une telle politique apparaissait comme trop progressiste à la bourgeoisie française et en particulier à la droite.

Et lorsque Mendès-France sera appelé à former un gouvernement en fin 1954 pour régler le problème indochinois puis celui de la Tunisie, il ne restera que 7 mois au pouvoir !

Alors que déjà la guerre d'Algérie commence. Mendès-France sera victime de la coalition de la droite et de tous les intérêts colonialistes d'Algérie qui se dressaient contre toute forme d'évolution du statut colonial de l'Algérie.

Par la suite il sera du gouvernement de Guy Mollet en 1956, mais la politique coloniale de Guy Mollet qui avait promis au peuple français de faire la paix en Algérie sera d'intensifier la guerre. Une fois de plus la politique d'évolution et de négociation de Mendès-France sera battue en brèche et la gauche se montrera incapable de fournir aux peuples français et algérien une solution autre que la répression et l'étouffement des aspirations populaires.

Par contre un militaire s'appuyant sur d'autres militaires, le général De Gaulle, règlera le problème, lui aussi conscient que l'impérialisme français ne pourrait pas mener une guerre interminable sans que cela ait les plus graves conséquences sur son propre territoire national. De Gaulle aura plus de moyen que Mendès-France pour mener finalement une politique similaire. Ainsi s'appuyant tantôt sur l'armée pour s'imposer contre l'assemblée nationale et bénéficier de coudées plus franches que ses prédécesseurs De Gaulle jouant de son prestige n'hésitera pas le moment venu à tromper ses anciens amis pour négocier avec le FLN algérien. Alors, devant la rebellion des militaires d'Algérie, il s'appuiera sur la population française et fera appel à la désobéïssance des soldats du rang.

De Gaulle faisait ainsi ce qu'un homme de gauche n'avait pas pu faire.

La gauche a donc utilisé son propre crédit non pas pour mettre fin à la guerre coloniale contre le peuple algérien mais pour l'intensifier contre celui-ci, car elle ne voulait pas briser la puissance et l'arrogance des privilégiés d'Algérie, et du lobby qui défendait les intérêts de cette petite minorité de gros possédants.

Le résultat fut de cristalliser encore plus durement l'opposition et la détermination des combattants algériens et de créer une coupure définitive entre la population Pieds Noirs et algérienne.

(Suite page 4)

UN PÊCHEUR DÉSIRADIEN ARRÊTÉ PAR LE GOUVERNEMENT D'ANTIGUE



Un pêcheur Désiradien a été arrêté par la police d'Antigue. Malgré l'interdiction émise par le gouvernement Antiguais, ce pêcheur se trouvait dans la zone entre l'île d'Antigue et l'île de Barbude, où apparamment il pêchait. Il a été abordé par une vedette de la police. Les policiers sont montés à bord, l'un d'eux a même tiré un coup de feu. Ils ont emmené les pêcheurs sur l'île d'Antigue, où ils ont été emprisonnés.

Des pourparlers avaient déjà eu lieu entre le gouvernement d'Antigue et les représentants des pêcheurs Guadeloupéens. Mais ils n'ont pas abouti, les pêcheurs Guadeloupéens ayant jugé innacèptables les clauses imposées par le gouvernement Antiguais, pour pêcher dans ses eaux. En particiulier les 5 % de la pêche totale demandés par le gouvernement à titre de taxe, et la nécessité de prendre à bord un apprenti Antiguais pour lui apprendre les méthodes de pêche, car selon les pêcheurs, embarquer et débarquer une personne à Antigue occasionnait une perte de temps. Ces accords n'ayant pu être acceptés, le Gouvernement d'Antigue a interdit toute pêche dans ses eaux territoriales aux pêcheurs guadeloupéens.

Il est vrai que ceux ci sont habituellement nombreux à aller pêcher dans les eaux d'Antigue, plus poissonneuses que celles de la Guadeloupe, même si tous ne vont pas aussi loin que le pêcheur arrêté qui possède un gros bâteau. Pour beaucoup de pêcheurs, aller pêcher à Antigue est une nécessité de vie pour eux et leur famille.

Mais le gouvernement Antiguais met en avant le fait que les fonds guadeloupéens ont été pillés par des méthodes de pêche inappropriées et ne tenant pas compte de la reproduction du poisson et de la régénérescence des fonds. Et particulier ils reprochent aux pêcheurs guadeloupéens d'utiliser des filets aux mailles trop petites, qui prennent aussi des petits poissons impropres à la vente.

C'est ce que le gouvernement Antiguais veut éviter dans ses eaux. C'est pourquoi un accord passé avec les pêcheurs est nécessaire, et cet accord n'a pas encore pu être trouvé.

Maintenant, l'arrestation du pêcheur Désiradien, le coup de feu tiré, ont avivé les tensions. Mais malgré le désir de parvenir à un accord, ce n'est pas possible dans l'immédiat : les représentants peuvent s'entendre, mais l'accord doit être passé au niveau européen, la Guadeloupe étant département français et Antigue ancienne colonie anglaise.

Antigue et la Guadeloupe sont voisines. 70 km de mer nous séparent. Mais le colonialisme a dressé des barrières entre les îles de la caraïbe. La Guadeloupe est française, Antigue était anglaise il y a peu. Plus loin, on va trouver des îles espagnoles ou hollandaises. Si leurs habitants n'ont pas la même nationalité, tous ont pourtant le même passé, la même origine. Parler d'eaux territoriales entre une poussière d'îles si proches prêterait à rire si nous n'étions déjà habitués aux absurdités du colonialisme qui ont parfois des conséquences bien plus tragiques.

(Suite page 4)

PLUIES DILUVIENNES SUR LA MARTINIQUE

Des pluies très fortes sont tombées pendant 5 jours sur la Martinique, du vendredi 15 au mardi 19, pratiquement sans interruption. Comme ces pluies intervenaient après une bonne dizaine de jours de sécheresse, les deux premiers jours, cela n'a guère porté à conséquence.

Mais c'est à partir du dimanche 17 que la situation a commencé à devenir critique. De nombreuses rivières ont débordé et les inondations ont frappé à peu près partout.

Et c'est là que l'on voit les méfaits de l'administration coloniale. Les conséquences de l'intempérie sont multipliées par les négligences et les malfaçons multiples.

Ainsi, les bas-côtés ne sont pas entretenus, les caniveaux sont obstrués. Dès qu'il a plu, l'eau coule alors tout naturellement sur la route qui subit les dommages. Par ailleurs, et ça c'est systématique sur les nouvelles routes, les ingénieurs semblent méconnaître la nécessité des ponceaux et des buses pour faire s'écouler l'eau.

Un seul exemple, sur la route Trinité - Fort-de-France, il y eut 3 coupures en 12 kilomètres. A Jeanne-d'Arc, aussi, route relativement moderne, la circulation était aussi impossible.

Par contre sur les routes plus anciennes, il était possible de circuler. Et le réseau routier modernisé depuis une dizaine d'années semble surtout avoir servi aux grosses entreprises des Travaux Publics à se remplir les poches en fournissant des ouvrages à moindres frais.

CAMPAGNE SUCRIÈRE EN GUADELOUPE : GROSSES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

ENTRE LA DROITE ET LA GAUCHE, C'EST LA GUE-GUERRE.

A quelques mois de la prochaine récolte sucrière, les structures financières qui devraient permettre son lancement, ne sont toujours pas mises en place.

Les SICA qui étaient chargées l'an dernier de la gestion des terres de la SAFER, des travaux de coupe et d'entretien, ont un déficit de 8 millions de francs et ne font plus aucun entretien depuis plusieurs mois déjà.

— L'usine de Beauport qui a été transformée en société d'économie mixte, n'a toujours pas reçu les fonds de l'état français d'une part, ni du conseil général d'autre part, qui avaient pourtant, l'un comme l'autre avalisé la création de cette société.

Quant à la nouvelle société foncière qui devrait permettre la mise en location des terres de la SAFER, il ne semble pas que son financement soit plus avancé. L'état devrait, là aussi, en prendre une partie à sa charge et le conseil général devrait avancer une autre partie des fonds.

Cette énumération de sociétés créées sur le papier mais non financées et donc incapables de fonctionner dans la réalité pourrait sembler bien fastidieuse ou simplement faire sourire s'il ne s'agissait pas des supports actuels de l'activité et par conséquence des ressources de milliers de travailleurs du secteur canne.

Actuellement le débat se déroule entre la droite et la gauche, entre la présidence du conseil général et le gouvernement de gauche soutenu par le PCG et la section locale du PS, pour savoir qui va payer les notes et combien faudra-t-il payer.

Dans un article de l'Étincelle, journal du PCG du 16/10/82 intitulé «Tout faire pour empêcher la liquidation de l'économie sucrière de notre pays», le PCG déclare : «. . . A ce jour la SEM de Beauport, après plus d'une année de palabres, n'a pu être créée faute de mesures décisives au niveau du Conseil Général. L'objectif de la majorité de celui-ci, c'est, par différents procédés, de faire endosser au gouvernement actuel la responsabilité de l'aggravation des problèmes au niveau de l'industrie sucrière».

De son côté, Michaux-Chevry, présidente du conseil général déclare que le gouvernement «se désengage» vis à vis de l'industrie sucrière et refuse de prendre ses responsabilités.

Bref, c'est la guè-guerre.

Et cette guè-guerre a des fortes odeurs d'élections à l'assemblée unique. Le PC ne conclut-il pas son article en disant que «. . . Les travailleurs doivent mettre aux leviers de commande de leurs affaires, leurs authentiques représentants, ceux, qui ont toujours défendu réellement leurs cause, en premier lieu les communistes» ?

Il ne reste pas moins vrai que l'avenir, amarré à une hypothétique aide gouvernementale et à une non moins hypothétique subvention du conseil général, reste bien sombre pour les milliers de travailleurs a qui la droite comme la gauche officielle actuellement au pouvoir, prêchent l'attente et la confiance en des décisions prises à 7.000 km.

Car en fin de compte, des milliards il y en a eu, mais ils ont servi à payer les exploiteurs du groupe Empain. La droite de Giscard a conclu l'affaire, et la gauche au gouvernement continue la même politique et paye !

EN ATTENDANT LEUR PROCÈS, LES AUDEBERT FONT DES AFFAIRES AVEC LA COMPLICITÉ DE LA JUSTICE COLONIALE

Le vent tourne-t-il chez Audebert ? Voilà ce monsieur, gros négociant sur la place de Pointe-à-Pitre s'il en faut qui vend en vitesse certains de ses magasins.

Lors des derniers mois il semble qu'il ait vendu le magasin de bricolage 3 B situé à la Darse à Pointe-à-Pitre à son ami Raymond (Viviès). De même la branche des chantiers Audebert qui s'occupaient du matériel anti-feu a été vendue. Elle est devenue «Guadeloupe Technic-Feu». Il se serait débarrassé aussi de certaines stations Elf, en particulier de celle de l'aéroport du Raizet.

En tout cas, ces messieurs semblent très actifs et bien décidés de se servir au mieux du temps mis à leur disposition par la justice coloniale pour faire de bonnes affaires et mettre quelque peu à l'abri leur fortune.

En effet voilà environ 18 mois que le scandale de la SODEG a éclaté et que les Audebert, Jean et Philippe, ont été impliqués dans cette affaire et sont tous deux actuellement inculpés. Mais jusqu'à présent aucun compte réel ne leur est demandé et ces «supposés escrocs» continuent peut être de sévir et en tout cas de prospérer impunément.

Pendant ce temps, la justice coloniale enferme depuis plusieurs mois 3 travailleurs sans aucune preuve réelle.

Alexander est condamné à 3 ans de prison ferme, Tom et Safrano sont en détention préventive depuis le 26 août 82.

Mais Alexander, Tom et Safrano sont des Noirs, ce sont des travailleurs, ce sont des syndicalistes.

Audebert est un gros possédant blanc qui jouit de l'estime des patrons et de l'administration coloniale.

C'est cela le racisme officiel !

C'est cela leur justice de classe et de race. L'administration a beau être de «gauche» elle est toujours du côté des riches !

FORT-DE-FRANCE : LA PRISON : LA TENSION MONTE

Une polémique vient de s'ouvrir entre les syndicats Force Ouvrière et CDMT de la Maison Centrale de Fort-de-France. Et au cours de cette polémique, on vient d'apprendre que prévue pour contenir 160 personnes, la prison en contenait 240, et que cette surpopulation créait des tensions à l'intérieur.

Cela fait des années que cet état de fait existe à la prison, et cela fait des années que l'on ne s'en soucie pas. Un indice de la tension qui augmente, c'est le nombre d'évasions, de bagarres à l'intérieur, c'est aussi la mort de détenus dont la plus connue est celle Philippe Chloë et Roc.

Mais peu importe que la prison soit surpeuplée ou pas, on continue à y enfermer des gens ! Et dans le même temps où on parle de surpopulation, on enferme 5 autres délinquants, tous les 5 ayant déjà eu maille à partir avec la justice.

Comme quoi, on a beau dire, ou beau faire, la prison n'a aucune valeur éducative : C'est le lieu où se prépare les plus belles récidives.

STE ROSE : QUAND LES TRAVAILLEURS SAVENT RÉSOUDRE LEURS PROBLÈMES EUX-MÊMES

La semaine dernière, des travailleurs de Morne-Rouge (Sainte-Rose) ont occupé près 50 ha de terres appartenant à la SAC (Société Agricole de la Guadeloupe). Ces terres devaient être réparties entre petits colons. Mais certains travailleurs, en particulier des jeunes, ont occupé ces terres pour y installer leur maison.

Cette occupation a été mal acceptée par ceux qui s'étaient déjà inscrits comme colons et qui convoitaient ces terres pour y cultiver la canne.

Après discussion une solution d'entente fut trouvée. Ceux qui étaient interressés par l'habitat décidèrent d'occuper un terrain lôti par la municipalité de Sainte-Rose pour l'aménagement de maisons sociales. Les terres occupées la semaine dernière furent laissées à ceux qui s'intéressent à l'agriculture.

Ces deux occupations prouvent que lorsqu'il y a un débat démocratique entre travailleurs ceux-ci savent trouver les solutions les plus justes dans le sens de leurs intérêts.

LES SAINTES : TERRE-DE—BAS : ADIEU LA MARINA

La "marina" n'existe plus ! Comme c'était prévisible, l'ébauche de jetée construite à Petite-Anse n'a pas résisté aux premières houles sérieuses et a été déchiquetée par les vagues.

C'était prévisible pour deux raisons :

Tout d'abord, la jetée, qui devait servir de brise-lames était située trop près du rivage, précisément à l'endroit où les vagues, rencontrant les hauts-fonds,se brisent.

Ensuite parce que les travaux, entrepris trop tard avaient été délaissés en plein mois d'Août par l'entrepreneur. Le chantier était resté en l'état, avec un employé pour "surveiller" les grosses pierres. On avait peut-être peur qu'un Saintois ne les vole.

Maintenant c'est fini, la mer a tout balayé, et les rochers se retrouvent sur la plage de Petite-Anse. Et ceux qui supportent les conséquences sont les pêcheurs, qui ne peuvent plus haler leurs canots sur la plage, et qui voient une difficulté supplémentaire s'ajouter à celles qu'ils connaissent.

Comment en est-on arrivé là ? La municipalité en place et principalement le maire sont responsables de ce gâchis. Responsables parce que l'exécution du travail n'a pas été contrôlée. Responsables parce que on n'a pas consulté les principaux intéressés, les pêcheurs : ils auraient pu dire tout de suite ce qu'ils ont dit après, à savoir que la jetée était située trop près du rivage.

Le maire, qui est le spécialiste des travaux non finis (exemple, l'aéroport), n'a pas l'excuse qu'on lui aurait mis des batons dans les roues : comme il le prétend souvent. C'est lui-même qui se met ses propres batons dans les roues. Mais c'est la population qui en paie doublement les conséquences : dans la vie de tous les jours qui se trouve compliquée et aussi dans l'argent de ses impôts, aussi généreusement gaspillé.

Gérard BEAUJOUR.

MUSIQUE : CAFÉ

Nous avons rencontré Café, un musicien guadeloupéen qui avec d'autres musiciens de la même formation a participé récemment au festival d'Angoulême.

Café est un des musiciens de la jeune génération qui cherche à faire évoluer la musique guadeloupéenne.

Nous reproduisons ci-dessous, une partie des propos tenus par Café lors d'une discussion avec nos camarades sur les ondes de Radio-Unité, le lundi 11 octobre 1982 à l'Émission de Combat-Ouvrier.

«. . . . Nous n'aimons pas tellement utiliser le mot «gro-ka moderne». Nous disons que nous jouons du Gro-Ka-instrumenka, c'est à dire qu'une trompette fait le maximum pour jouer du gro-ka, de la même façon que le Gro-ka. Quel que soit l'instrument, c'est ce que, dans un premier temps nous essayons de lui faire faire. Même si, après, nous jouerons du gro-ka moderne, pour le moment nous n'en jouons pas. Parce que le Gro-ka moderne a une signification, c'est Lockel qui a fait le Gro-ka moderne et il explique ce que c'est . . .

Lorsqu'on dit qu'il ne faut jouer que du Gro-ka, cela signifie qu'on veut imposer un genre de musique. Or, on ne doit pas imposer une musique. Moi personnellement j'ai choisi le Gro-ka. C'est un choix que j'ai fait. Mais ceux qui veulent jouer du jazz, qu'ils le jouent et ceux qui veulent jouer du Gro-ka d'une autre manière que nous, nous leur en reconnaissons le droit. Il y a de la place pour eux. Ce que nous voulons faire à notre niveau c'est donner un exemple, mais nous ne disons à personne ce qu'il faut faire ou qu'il faut faire comme ci ou comme ça. . . Nous n'imposons rien à personne. . .

. . . . . «Le mot jazz, c'est : musique nègre. C'est ce que cela signifie. A Angoulême nous ne sommes pas allés jouer du jazz américain, . . . mais du Gro-ka, c'est à dire du jazz guadeloupéen. . . .»

Café avec
Le groupe KAFE KA LEVE se produira

— Le samedi 23 octobre 20 H au Théâtre municipal du Lamentin.

— Le samedi 30 octobre à 20 H au Fort St Charles de Basse-Terre.

— Samedi 6 novembre à 20 h à l'OMCS de Grand-Bourg de Marie-Galante.

Prix des places : 30 Frs et 40 Frs.

LE PCG POUR DES LICENCIEMENTS... SOUS CERTAINES CONDITIONS

A la poste de Pointe-à-Pitre, les files d'attente sont trop longues en partie à cause du nombre de guichets insuffisant.

L'insuffisance d'employés au guichet est plus flagrant ces jours-ci. Car à cause d'une panne de climatisation, le receveur a dû augmenter la durée de la pause pour faire face aux étourdissements dûs à la chaleur.

Ce manque d'employés n'a pas empêché ce même receveur de renvoyer 15 auxiliaires dont certains travaillaient depuis plus d'un an.

Pour faire face à cet acte arbitraire, croyez-vous que le PCG appellera les travailleurs à se mobiliser contre les licenciements. Mais non ! Le PCG n'est plus depuis le 10 mai 81 un parti d'opposition. Il est obligé de cautionner les actes du gouvernement et de l'administration.

Dans le cas qui nous interesse, il propose à la direction des Postes de "surseoir" à ces licenciements jusqu'à la réparation définitive du système de climatisation.

On ne peut avoir l'échine plus souple !

LES SYNDICATS DES OUVRIERS DU BÂTIMENT PROTESTENT

Prenant prétexte de la loi sur le blocage des salaires mis en place par le gouvernement de gauche, les patrons des entreprises du bâtiment de Guadeloupe refusent d'appliquer un accord qu'ils ont signé en décembre 1981 avec les syndicats d'ouvriers du bâtiment.

Cet accord portait sur la révision des coefficients ce qui devait se traduire pour les ouvriers par une augmentation de salaire. Les syndicats avaient accordé aux patrons en décembre 1981 lors de la signature de ces accords des délais d'application. Aujourd'hui ces patrons reviennent sur leurs décisions en invoquant la politique d'austérité du gouvernement.

La CGTG a fait une démarche auprès de l'Inspection du Travail. L'ensemble des syndicats a exigé des patrons l'application de l'accord de décembre 1981 sinon ils mettront tout en oeuvre pour faire aboutir leurs revendications.

BASSE-TERRE : AFFAIRE JOCELYN FERROL : L'ADMINISTRATION A RECULÉ

Jocelyn Ferrol est le jeune stagiaire contrôleur au Trésor que des chefs blancs racistes voulaient faire licencier. Ces gens là cherchent à empêcher la titularisation de cadres antillais en Guadeloupe.

La décision de titularisation devait être à Paris. L'administration parisienne, face aux rapports rédigés par deux chefs blancs en Guadeloupe, proposa aux syndicats deux solutions : le licenciement pur et simple ou alors la titularisation à un grade inférieur, non-cadre. Mais il semble que finalement la menace que les pratiques racistes des chefs blancs du Trésor en Guadeloupe soient dévoilées au grand jour, lui a fait changer d'avis : un nouveau stage serait proposé à Jocelyn Ferrol. L'administration a donc fait machine arrière.

Toutefois les camarades de Jocelyn Ferrol à Basse-Terre et dans la région restent vigilants. Ils veilleront à ce que les nouveaux chefs soient, cette fois, objectifs.

Iridologie ? ESCROQUERIE, OUI !

La justice vient de mettre la main sur deux escrocs qui profitant de la crédulité humaine, sous prétexte de soulager les maux des gens, soulageaient avant tout leur porte-monnaie et soignaient la santé de leurs coffres-forts.

La technique : l'iridologie, dont une séance de vulgarisation avait été organisée au Théâtre Municipal. Selon les escrocs, présentés par ailleurs comme des savants à la télé, le corps de l'homme se retrouve dans son... iris, et en l'examinant avec soin, on retrouverait tous les maux dont on souffre.

Et pour photographier cet iris et l'examiner à l'ordinateur (comme on le voit, l'escroquerie suit les progrès de la technique), il en coûterait 100 Francs. Plus bien entendu les ordonnances qu'il fallait payer.

Le promoteur de l'affaire qui est inculpé et doit passer en procès à la fin du mois est un Blanc. C'est sans doute cela qui lui a ouvert les portes de la télé et du Théâtre Municipal.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

COMMERCE GUADELOUPE

K.DIS VILLE : LA TECHNIQUE AU SERVICE DE LA SURVEILLANCE DES EMPLOYES.

Depuis la mi-septembre un circuit télévisé a été installé à l'intérieur du magasin. D'après la direction cette installation coûteuse a été faite pour résoudre le problème "des démarques inconnues" (manque de marchandises constatées au moment de l'inventaire), en un mot pour surprendre des voleurs...

Ces appareils sont répartis partout dans le magasin devant les caisses, mais aussi à la réception des marchandises, dans l'escalier des réserves etc... C'est Petreluzzi le directeur qui reçoit dans son bureau les images de tout ce qui est filmé.

Pour l'instant ces appareils n'ont "détecté" personne qui volait . Par contre nous avons déjà entendu Petreluzzi dire dans tel ou tel rayon : "les rayons sont vides". Comprenons : activez le réassort.

Voilà le fin mot de l'histoire. Il s'agit plus d'avoir tous les employés dans le colimateur que réellement régler le problème de vols. En bon patron, Petreluzzi veut nous mettre en liberté "surveillée" pour activer les cadences.

SOFROI : UN JEUNE PATRON DEBORDANT D'ENERGIE !

Rimbaud va totalement laisser la place au nouveau directeur Huygues Despointes d'ici le mois de décembre. Mais déjà ce jeune petit monsieur commence à faire savoir qu'il aura un nouveau style. Lorsqu'il vient chaque semaine de Martinique, il se fait voir un peu partout et transforme. Les vieux bureaux sont changés, les vieilles armoires déplacées, bref le coup de balai a commencé. Si ce monsieur veut faire du nouveau, on pourrait aussi lui donner des idées : par exemple augmenter nos salaires, diminuer les heures de travail et bien d'autres choses encore concernant nos mauvaises conditions de travail.

C.F.T. : "CA PUE LE RACISME".

Le mécanicien soudeur a démissionné, ne pouvant plus supporter l'attitude raciste d'un mécanicien blanc qui le considérait comme son boy.

Léonardi a déjà embauché un autre mécanicien qui est un blanc.

Il faut croire que la place du mécanicien noir était déjà réservée pour un blanc, et que le mécanicien blanc a tout fait pour obliger le noir à partir.

Décidément, Léonardi tient absolument à blanchir son personnel, et tous les moyens sont bons !

GUADELOUPE - METEO : EXIGEONS LE RECRUTEMENT DE JEUNES GUADELOUPEENS.

Le nombre de collègues guadeloupéens diminue à la Météo. L'un est gravement malade, presque sans espoir de retour, un autre vient de prendre sa retraite, un troisième la prendra bientôt. On aurait pu croire, en se fiant aux grandes déclarations sur la "décentralisation", et le droit reconnu en paroles à "vivre et travailler au pays", que l'administration prendrait des dispositions pour embaucher et former sur place de jeunes Guadeloupéens. Les candidats ne manqueraient pas, dans un pays où les chômeurs diplômés ne se comptent plus.

Ceux d'entre nous qui espéraient une telle solution se voient, encore une fois, déçus. Non seulement l'administration envisage de faire venir des Blancs pour occuper les postes vacants, mais en attendant, on a fait venir un V.A.T. pour occuper un des postes.

Si nous voulons vraiment que les jeunes Guadeloupéens puissent travailler dans leur pays, nous devons bien comprendre qu'il nous faudra lutter pour cela, que l'administration coloniale soit "socialiste" ou pas.

Faute de quoi, on va continuer à "décentraliser" des Blancs en les expédiant chez nous, pendant que les Antillais se décentraliseront" dans la banlieue parisienne.

CENTRE HOSPITALIER P.A.P. - ABYMES :

CUISINE-MAGASIN D'ALIMENTATION : NOTRE COUP DE COLERE A PAYE.

Mardi dernier, nous avons dû aller en délégation dire à la direction que nous refusions de travailler dans des odeurs nauséabondes dégagées par les poubelles. Le directeur des affaires économiques, Bindault, se déclara malade et dans l'impossibilité de nous recevoir.

Sur ce, nous sommes allés voir le directeur des affaires financières, qui dans un premier temps dit qu'il ne pouvait pas nous recevoir tous. Mais nous n'en avons pas tenu compte et en quelques secondes nous avons envahi son bureau.

Avant même que nous ayons expliqué les raisons de notre colère, il recevait un coup de fil lui apprenant que les poubelles commençaient à être nettoyées.

Il a fallu dor . que nous nous mettions en colère et que n s refusions de travailler sur le champ pour que la direction trouve tout de suite les mesures à prendre. C'est bien la preuve que les respect de notre dignité de travailleurs passe par ce genre d'action.

BUREAU DES ENTREES : JURAVER VEUT APPLIQUER A LA LETTRE LA POLITIQUE D'AUSTERITE DU GOUVERNEMENT.

La semaine dernière, nous avons eu la visite du directeur des affaire financières, Juraver.

Ce monsieur était venu nous dire qu'il n'était plus possible de remplacer les congés annuels et d'embaucher les temporaires et qu'il fallait que nous nous organisions pour que le travail soit fait.

En tous cas, quant à nous, nous ne pouvons en faire plus. Si monsieur Juraver trouve que cela ne va pas assez vite qu'il vienne s'y mettre avec nous. Il ne devra pas compter sur nous pour faire le travail supplémentaire sans effectif supplémentaire.

AVIATION CIVILE : ON MANQUE D'INTERPRETES...

Nous sommes désormais rassurés : le nouvel ingénieur, Mr Goarant, n'est ni infirme de la main droite, ni muet. En effet, depuis plus d'un mois qu'il est en Guadeloupe, ce monsieur a fini par dire bonjour à certains d'entre nous.

Nous ne pensons pas qu'il puisse s'agir d'impolitesse, ou de racisme de sa part... C'est sans aucun doute dû à la raison suivante : traduire "bonjour" de breton en français, puis de français en créole, ça prend du temps...

MARTINIQUE : METALLURGIE

DELATTRE - LEVIVIER POUR VIVRE MIEUX, VIVONS CACHES.

Les bureaux "Comptabilité" et "Paye" étaient divisés en 5 pièces distinctes. Le nouveau directeur administratif a fait tomber les murs pour n'en faire que trois pièces.

Par contre, il a bien eu garde de faire tomber les murs de son bureau.

Car dans sa volonté de nous avoir à l'oeil, il veut bien se garder, lui, à l'écart des regards indiscrets.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE.

Ambulances : Danger.

Les ambulanciers de Clarac ont été obligés d'écrire à la direction, pour se décharger de toutes responsabilités quant aux éventuels accidents qui pourraient arriver vu l'état des ambulances, qui ne présentent pas toutes les sécurités nécessaires.

Il y en a une, qui en guise de plancher possède une plaque "Défense de cracher"...

Si on n'a pas d'argent à l'hôpital, on a au moins des idées !

EDF MARTINIQUE :

SALAIRES : QUAND LES DIRECTIONS GENERALES MAGOUILLENT

L'application de la semaine de 38 heures à EDF est remise en cause par les directions générales d'EDF et par le gouvernement. Ils considèrent en gros que cette réduction est une avance sur les prochaines augmentations de salaires.

Déjà en France les électriciens et gaziers ont manifesté leur mécontentement par des débrayages massifs.

Chez nous cette décision est ressentie comme une provocation quand on sait l'urgence qu'il y a d'appliquer les 35 heures.

Et c'est une indication qui confirme que nous devons nous préparer à lutter durement si nous ne voulons pas faire les frais des mesures d'austérité.

UN REAMENAGEMENT QUI N'APPORTE PAS GRAND CHOSE !

Depuis quelques jours certains agents de quart sont autorisés à prendre un troisième jour de repos.

Cela remet à l'ordre du jour une des revendications des agents de quart qui est l'obtention d'un jour de repos supplémentaire pris sur le temps de travail après les quarts de nuit.

C'est indispensable pour que notre organisme se refasse une santé après les mauvaises conditions de travail que l'on connait à la centrale.

Bien entendu, la direction avait refusé. Mais le chef de centre avait promis une réponse après être allé en France.

Il envisageait de dégager un troisième jour de repos en réorganisant le service sur la base d'un horaire légèrement inférieur à 38 heures par semaine.

Après avoir fait silence de longs mois sur cette affaire la direction tente de mettre en place un troisième jour de repos qui ne lui coûte rien puisque les 38 heures sont appliquées a partir du premier octobre.

Ce que nous voulons ce n'est pas une simple réorganisation où l'on débouche un trou pour en boucher un autre, mais une réelle diminution des heures de travail.

GUADELOUPE :

A PROPOS DE LA PRISE DE POSITION DE ROSAN ET FLORENT GIRARD

Après la prise de position abstentionniste de l'UPLG pour les prochaines élections cantonales et régionales (assemblée unique), on a remarqué celle du conseiller général du Moule Florent Girard et de Rosan Girard.

Ceux-ci appellent à constituer un Rassemblement progressiste pour la décentralisation adaptée (RCPGDA). Les arguments développés en faveur de cette loi venant du gouvernement de gauche sont contenus dans deux textes l'un signés de partisans de Florent Girard qui est l'Appel aux Guadeloupéens "et l'autre qui est la "Lettre au peuple guadeloupéen" de Rosan Girard.

La base de cette argumentation est connue depuis de nombreuses années : il faut profiter de toute forme d'ouverture légale qui permettrait de faire avancer les positions des anti-colonialistes. Rosan Girard a depuis longtemps prêché la nécessité d'un large regroupement anti-colonialiste multi-classe pouvant seul, à ses yeux, constituer la force nécessaire pour obliger le colonialisme français à la négociation avec notre peuple.

Aujourd'hui Florent Girard ajoute à cette argumentation l'urgence de la situation qui réclame un réel changement politique, sinon nous allons à une lutte qui risque d'être sanglante.

Rosan et Florent Girard sont tous deux des partisans de la gauche française au pouvoir. Formés à l'école du Parti Communiste ils en partagent en effet les principales analyses, même s'ils n'en sont plus membres depuis des années.

Le réflexe politique d'hommes de gauche issus de longue date de la gauche officielle c'est, comme beaucoup d'autres et mêmes comme certains révolutionnaires, de croire réellement que la gauche en France est porteuse d'un réel changement pour la société française et pour les colonies françaises.

Nous ne le croyons pas quant à nous. Nous ne croyons pas que le gouvernement de gauche soit identique au gouvernement de droite bien sûr ; mais le genre de différence qui existe entre la droite et la gauche n'est pas fondamental. C'est à dire que les partis de droite comme ceux de la gauche respectent les mêmes fondements pour la société. La gauche n'est pas en rupture avec la société bourgeoise, fondée sur l'exploi tation capitaliste du travail. Elle a simplement une autre politique à proposer à la bourgeoisie, aux possédants.

Mais dans le fond et sur les problèmes qui sont cruciaux pour la société, la gauche a le même point de vue que la droite (militarisme, relation avec sa zone d'influence en Afrique par ex. , structure politique de l'Etat etc...) La gauche respecte et défend comme la droite la propriété privée des moyens de production. Elle entre dans les mêmes alliances internationales pro-impérialistes que la droite. Elle gouverne le même Etat, qui a gardé la même nature depuis le 10 Mai 81.

Donc sur ce plan là il n'y a pas de doute que l'état français auquel nous avons affaire, nous peuple colonisé, est le même avant et après le 10 Mai. C'est si évident qu'il parait presque ridicule d'avoir à le dire et à présenter des arguments en ce sens ! Mais il vaut mieux le dire pour que tout soit clair, puisqu'au travers des prises de positions des partis, groupes, et regroupements de gauche anti-colonialistes des Antilles une sorte de discussion est en cours. Pas sous la meilleure des formes, mais elle existe tout de même.

Pour nous donc le problème particulier qui se pose, c'est de savoir si dans la politique coloniale du nouveau gouvernement il y a des éléments sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour faire avancer notre lutte.

Rosan Girard répond franchement oui à cette question et prétend que dans la nouvelle loi qui régira le fonctionnement de l'assemblée locale il y a sur quoi s'appuyer pour réaliser des transformations économiques.

Il cite en exemple l'article 11 de la loi qui selon lui permettrait de créer les équipements productifs nécessaires pour freiner le chômage. Mais que se passera-t-il si l'assemblée se heurte aux intérêts des riches ? Aura-t-elle le pouvoir d'exproprier les terres des grands propriétaires ou de vaincre les fameuses "rentes de situation" des importateurs de gros dont parle Emmanuelli ?

Comment se fait-il qu'après dix sept mois le gouvernement n'a pas pu entamer d'un pouce la puissance de ces gens là ?

L'assemblée unique aura-t-elle les moyens de le faire ? Pourra-t-elle changer le régime de la propriété des terres, quelle relation entre cet "exécutif local" et le pouvoir financier par exemple qui sera aux mains des banques controlées par le gouvernement français ?

Nous croyons qu'il faut aller aux élections à l'Assemblée unique, non pas en disant que cette assemblée sera réellement un instrument de notre libération ; mais en disant qu'en dépit du fait que cette assemblée ne permettra pas cela - pas plus en tout cas que n'importe quelle structure administrative de l'état français tel qu'il est aujourd'hui - nous devons nous peuple guadeloupéen nous mobiliser pour faire entendre notre sentiment réel et faire savoir ce que nous voulons réellement.

Le paradoxe de la situation actuelle vient de ce que pour la première fois depuis très longtemps la majorité politique locale ne correspond pas avec la majorité politique en France. Nous ne proposons pas de faire coincider ces deux majorités par une victoire de la gauche ici. Mais de profiter de la situation politique pour dire que dans notre peuple il y a une fraction très large qui veut autre chose que de voir son sort réglé et débattu à 7 000 kilomètres par des gens (autrefois la droite aujourd'hui la gauche) qui ne représentent pas ses intérêts.

Nous ne sommes pas d'accord avec tous ceux qui partant de la situation actuelle où la droite locale est majoritaire brandissent un unique slogan "battre la droite" ! Cela ne définit pas une politique pour notre peuple.

Nous refusons pour notre part de jouer les instruments de gauche du pouvoir en place et de lui donner dans ses colonies la majorité qui lui manque. Si cette gauche au pouvoir en France est sincèrement anti-colonialiste (à défaut d'être anti-capitaliste !) elle comprendra que les hommes de gauche d'une colonie fassent passer en avant la nécessité de se libérer de l'emprise coloniale.

Il s'agit donc pour nous de faire s'exprimer massivement les sentiments anti-colonialistes, mêmes inconséquents, mêmes confus qui sont dans les masses. A ces élections c'est de ce point de vue qu'il faut venir et non pas en représentant de la gauche au pouvoir dans le pays colonisateur.

Georges Rassamy

ASSEMBLÉE UNIQUE :
ONFERENCE DE PRESSE DE L'UPLG

Mercredi 13 octobre, l'UPLG, l'Union Populaire pour la libération de la Guadeloupe, tenait une conférence de presse pour donner sa position sur les élections à l'Assemblée Unique.

Les militants qui tenaient la conférence de presse, ont annoncé que l'UPLG ne participeraient pas aux élections à l'Assemblée Unique. Entre autres, l'un des arguments de l'UPLG est que ces élections étant des élections françaises, les véritables partisans de l'indépendance ne peuvent y participer. . .

Comme on voit donc rien de bien nouveau dans la position de l'UPLG, et on ne voit pas en quoi les élections municipales ou cantonales, auxquelles l'UPLG se dit prêt à participer seraient moins «françaises» que les autres. En quoi aussi les prochaines élections à l'Assemblée Unique différent tant que ça des élections cantonales habituelles. Les élections à l'Assemblée Unique ne sont ni plus ni moins que des élections pour renouveler le conseil général avec quelques amendements proposés par le gouvernement socio-communiste.

Vouloir en faire même par la critique quelque chose d'extraordinairement nouveau par rapport à ce qui était avant est accorder bien trop d'importance à ces élections qui, nous le pensons aussi ne changeront pas grand chose au sort de notre peuple.

Les dirigeants de l'UPLG en attendaient ils autre chose ?

Grève au lycée Gerville
Réache de Basse Terre

Lundi 18, les élèves du Lycée Gerville Réache de Basse-Terre se sont mis en grève pour protester contre le manque de professeurs.

Depuis la rentrée scolaire plusieurs classes sont privées de cours à cause de l'absence de onze professeurs.

Il a fallu que les élèves, les parents d'élèves et les professeurs protestent pour que dès lundi l 'administration ait affecté des professeurs sur les postes non pourvus. Mais il manque encore des professeurs ce qui n'apaise pas les esprits. A l'heure où nous écrivons nous ne savons pas si le conflit est réglé et si l'établissement que le proviseur avait fait fermer est ouvert.

Le manque criant de professeurs dans cet établissement est scandaleux quand on sait que de nombreux auxiliaires n'ont pas eu de postes cette année. Bien souvent certains professeurs titulaires sont absents parcequ'ils sont en congé et l'administration préfère attendre leur retour plutôt que les remplacer parce qu'elle veut faire des économies. Mais il arrive aussi que le manque de prévision fait apparaître des carrences. Alors que l'administration sait par exemple qu'un poste est vacant pour l'année elle ne prend pas de mesures immédiates pour le pouvoir.



Contre l'incurie et les restrictions de l'administration rectorale, les parents, les élèves et les professeurs ont raison de se fâcher !

UN PECHEUR DESIRADIEN ARRETE PAR LE GOUVERNEMENT D'ANTIGUE

(Suite de la page 1)

Quel besoin avons nous de passer par la CEE pour nous entendre avec nos proches voisins ? Il est possible de discuter et de prendre des mesures pour règlementer la pêche, pour donner aux pêcheurs des deux îles plus de connaissances scientifiques et techniques pour le respect des fonds sous marins, car plus que toute autre personne, c'est eux qui y ont intérêt. Il est possible aussi de prendre ensemble des mesures pour intervenir contre la pollution, qui elle aussi dévaste la mer. Pourquoi ne pas intervenir contre les grands pétroliers qui vidangent illégalement au large de nos côtes ?

Bien des actions pourraient être rendues possibles pour une meilleure connaissance et une protection des fonds sous-marins, pour une meilleure connaissance des techniques de pêche.

Mais pour cela, il faudrait que toutes ces questions soient discutées entre pêcheurs guadeloupéens et pêcheurs antiguais et que ces derniers aient un véritable pouvoir de décision.

Tant que ces problèmes seront discutés par les puissances coloniales et par les technocrates de la CEE à 7.000 km d'ici, les risques de petits conflits, en soi ridicules mais non moins réels continueront d'exister.

COMMUNIQUÉ

Jacques Caneval informe le public qu'il a repris sa revue de presse le lundi à 7 H 15 sur RCI : «La revue de la presse régionale». Ainsi qu'à 13 H 30 : Édition élargie à la presse écrite.

SUITE DE L'EDITORIAL

L'indépendance était inéluctable mais la gauche malgré les positions prises par Mendès-France se montra incapable d'une décolonisation rapide et peu douleureuse.

Comme on le voit, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'un gouvernement de gauche mène une politique de droite et ce que l'on constate aujourd'hui avec ce nouveau gouvernement de gauche n'est pas une attitude récente. Des idées, des gens bien intentionnés, la gauche en est riche mais. . . c'est pour faire une tout autre politique que celle dont elle parle avant d'être au pouvoir !

Mendès-France lui en tant que libéral de gauche a toujours voulu réellement appliquer ses idées une fois au pouvoir. . . c'est peut être pourquoi il n'y est resté que quelques mois avant d'être remercié.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728